

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES

Communiqué de presse

Rapport Alloncle : l'extrême droite s'attaque au service public audiovisuel

Ce mardi 5 mai a été rendu le rapport de la commission d'enquête sur l'audiovisuel public porté par le député d'extrême droite Alloncle. La CGT dénonce un rapport piloté par V. Bolloré et l'extrême droite, en vue d'une attaque sans précédent contre le service public audiovisuel.

Comme l'explique le SNJ CGT : "les 69 préconisations du rapport sont à l'image des auditions menées par le rapporteur : incohérentes, absurdes, aveuglées par l'idéologie et n'ayant aucun lien avec la réalité de nos entreprises". Ces préconisations servent avant tout à affaiblir le service public, en ouvrant la porte aux concurrents privés et en menant des plans d'économies drastiques. L'audiovisuel public doit au contraire être renforcé et pouvoir mener à bien ses missions d'informations générales et d'indépendance face aux pouvoirs politique, économique, financier ou encore d'interventions de pays étrangers. Cette tentative est grave, elle touche à l'essence même du service public : la représentation de la pluralité des opinions et la diversité des programmes.

Le rapport prévoit d'économiser 1 milliard d'euros sur le budget de l'audiovisuel public faisant craindre un plan social massif pour les salarié-es et des coupes franches dans les programmes. Parmi les "pistes" suggérées, on trouve notamment les fusions de chaînes et donc leurs suppressions et la réduction drastique des missions de services publics, dont la diffusion d'événements sportifs et de programmes pour la jeunesse. Pendant ce temps, les salarié-es des chaînes publiques subissent une recrudescence d'agressions verbales et physiques : 6 journalistes de Radio France victimes de violences ou d'injures, sur le terrain, depuis le début de l'année.

Pire, le rapporteur tente une main mise sur les nominations, en proposant de redonner au Président de la République le pouvoir de nommer les dirigeant-es de l'audiovisuel public, et de les placer sous tutelle du Premier ministre. Il recommande par ailleurs des "obligations de neutralité" pour les salarié-es, y compris hors antenne. Autant de tentatives de mise au pas par l'extrême droite qui, quand elle prend les commandes de l'information, n'en finit plus de censurer et d'invisibiliser celles et ceux qu'elles stigmatisent.

Cette entreprise n'est pas le fait d'un seul homme. Comme révélé par le journal Le Monde, Lagardère News, propriété de V. Bolloré, a largement tenté d'influencer les débats et les parlementaires. Charles-Henri Alloncle est désormais visé par une plainte, pour "prise illégale d'intérêts" et "trafic d'influence passif".

La CGT appelle à mettre toutes les forces dans la protection de l'audiovisuel public : il est crucial de sauvegarder des espaces d'information libres et démocratiques, donc indépendants, en ces temps particulièrement troubles.

Montreuil, le 5 mai 2026